

4 avril 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

## Interview accordée par M. François Mitterrand, Président de la République, à RMC le 4 avril 1988, sur l'élection présidentielle, les relations internationales et le désarmement.

QUESTION.- Est-ce que ce week-end ressemble pour vous à une veillée d'armes ?

- LE PRESIDENT.- Veillée d'armes, non. Ce sont des vacances pascales simplement plus brèves que les autres, 48 heures, deux jours. Veillée d'armes, je ne pense pas parce que je suis pas du tout obsédé par une élection le jour et la nuit, je suis capable pendant deux jours de m'en abstraire. Cependant, je travaille pour finir la rédaction du texte que j'ai l'intention de diffuser, qui porte sur les options fondamentales et les perspectives que je propose aux Français.

- QUESTION.- Est-ce qu'en écrivant ce texte, vous avez en tête les arguments de vos adversaires ?

- LE PRESIDENT.- Comme tout le monde, de temps en temps j'entends les radios, parfois je vois les télévisions, je lis la presse écrite, ce que disent les différents candidats me revient généralement, mais je n'y réponds pas, enfin d'une façon habituelle.

- QUESTION.- Par exemple lorsque M. Chirac vous reproche de placer le débat à un niveau misérable ? LE PRESIDENT.- Pas de réponse.

- QUESTION.- Il a également dit que ce qui le frappait, c'était l'immobilisme de vos propos.

- LE PRESIDENT.- Je ne dis rien.

- QUESTION.- Il dit que pour être élu Président, il faut des gens qui soient en grande possession de leurs moyens personnels ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas de commentaire.

- QUESTION.- Aucun commentaire ni sur ce que peut être amené à dire M. Barre qui a comparé la campagne à une bataille entre chiffonniers ? LE PRESIDENT.- Entre eux ?

- QUESTION.- Il avait l'air de dire que c'était entre vous et M. Chirac.

- LE PRESIDENT.- Ah, je n'ai pas fait attention.

QUESTION.- Est-ce que le résumé que l'on a donné de votre dernière émission télévisée - dans pas mal de titres on a dit "faites-moi confiance" - est-ce que c'est bien comme cela qu'il faut comprendre le message de François Mitterrand pour cette campagne ?

- LE PRESIDENT.- Non, c'est plus élaboré que cela, cela c'était une république tout à fait spontanée et un peu ironique adressée à mon interlocuteur qui était M. Léotard. Avec les Français, je ne pratique pas l'ironie. Donc, si j'avais dit "faites-moi confiance" - c'est au fond ce que je fais puisque je suis candidat - cela aurait été dit tout à fait autrement.

- QUESTION.- Vous avez peut-être vu un sondage paru dimanche qui disait qu'une majorité de Français vous avait trouvé imprécis et que aussi, une majorité se dit insuffisamment informée sur vos projets ?

- LE PRESIDENT.- Si tel est le cas, elle le sera davantage dans quelques jours.

- QUESTION.- A partir du texte que vous allez publier ? LE PRESIDENT.- Notamment. Depuis quelques mois, j'attends vainement de connaître les autres programmes.

- QUESTION.- Il y a eu quelques contestations également sur ce que vous aviez dit sur la sécurité sociale, notamment la question du déficit des retraites se poserait dès cette année et non pas à partir de l'an 2000 comme vous l'avez dit ? LE PRESIDENT.- Non, ce n'est pas exactement ce que j'ai voulu dire. J'ai tenu à dire d'abord que je n'avais pas posé ce problème en termes

que j'ai voulu dire et que je n'aurais pas posé ce problème en termes d'attente jusqu'à l'an 2000 ou l'an 2005. Puisque c'est en 2005 que l'on se trouverait en situation de rupture il faut bien y penser avant et il faut agir avant. Deuxièmement, le gouvernement se renverse vers le milieu du mois de mai, cela veut dire pratiquement au milieu de l'année, il faudra qu'il rassemble les éléments dont il aura hérité de son prédécesseur pour pouvoir apprécier la situation, prendre en compte les conclusions du comité des Sages et le plus vite possible connaître aussi les propositions des études engagées par le Conseil économique et social, et, muni de toutes ces informations, se donner le temps, pendant l'année 1988, de décider ce qu'il convient de faire. Quelles sont les hypothèses ? On les connaît. Mais la décision, elle, reste à prendre. Voilà ce que j'ai voulu dire.

- QUESTION.- Cela signifie quand même qu'au point de vue politique, ce gouvernement doit pouvoir durer jusqu'à la fin de l'année, qu'il ne soit pas renversé ?

- LE PRESIDENT.- Ca, c'est une autre affaire qui ne dépend pas de moi. De toutes manières, il y aura un gouvernement. Il sera mis en place, je crois vous l'avoir dit il y a un instant, dans la semaine qui suivra la proclamation du résultat de l'élection présidentielle, donc, non pas le 9 mai, mais cela dépend du Conseil constitutionnel. Il lui faudra combien de jours ? 4 jours, 5 jours, je ne sais. Mais en gros, c'est autour de ces dates là que, le Premier ministre étant nommé, le gouvernement sera formé.

- QUESTION.- Est-ce que vous pensez que comme en 1981 il peut se produire ce que vous aviez appelé à l'époque "un état de grâce" pour le Président élu ?

- LE PRESIDENT.- Tout Président de la République nouvellement élu dispose d'un grand crédit dans l'opinion. Cela se passera cette fois-ci comme cela s'est passé les autres fois pour moi-même et mes prédécesseurs.\

QUESTION.- Je voudrais vous poser quelques questions dans le domaine international et tout d'abord à propos du meurtre de Mme September. Est-ce que vous pensez qu'il y a là matière à revoir les relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud ?

- LE PRESIDENT.- C'est un sujet auquel j'ai très souvent réfléchi. Très peu nombreux sont les pays avec lesquels nous ayons cessé des relations diplomatiques ce qui veut dire que les relations diplomatiques ne dépendent pas de l'opinion que l'on a d'un système politique ou de la politique des dirigeants de ce pays. Ce qui compte, ce qui importe d'une façon générale sauf accident particulier ou situation intenable, c'est de pouvoir être représenté dans ce pays-là et d'y défendre nos intérêts légitimes et, quand c'est nécessaire, les principes du droit.

- C'est ce que nous faisons au Chili. Le problème de la rupture des relations diplomatiques avec le Chili s'est posé en 1981 et c'était un gouvernement qui comportait plusieurs ministres communistes, c'était le gouvernement de la gauche, et nous en avons discuté. Mon intention première, c'était de procéder à cette rupture des relations et puis, je me suis rendu compte que cela n'était pas forcément opportun. J'ai reçu des remarques, en particulier de l'opposition et même on pourrait dire de la résistance chilienne qui m'ont dit : "non, la France est pour nous une sauvegarde, une garantie. L'ambassade pour nous, nous la considérons comme un havre. Nous avons comme cela, grâce à la France, quelqu'un qui peut parler pour nous. Ne le faites pas". Et je ne l'ai pas fait. Je n'ai pas entendu les membres du gouvernement de l'époque protester, parce que c'était une affaire de bon sens et qu'en même temps cela jouait dans le sens des justes intérêts des victimes de la dictature.

- Bon alors, sur l'Afrique du Sud, le problème n'est pas identique. L'apartheid est insupportable, doit être rejeté, doit être combattu. J'ai beaucoup poussé à ce qu'il y eût des sanctions économiques. Nous en avons débattu au sein du Conseil européen. J'en ai aussi parlé, en France, au gouvernement. Le crime qui vient d'être commis, rend encore plus brûlante cette question. Mais la rupture des relations diplomatiques ce serait décidément être dans l'impossibilité ou du moins, dans une difficulté plus grande pour tenter de rendre service, de témoigner pour le peuple noir africain du Sud, dont la situation est tragique. La France est aimée, alors ce n'est pas un problème de conscience, c'est un problème pratique. En conscience, rompre, cela se comprend très bien. En pratique, sans jouer contre sa conscience, ne peut-on pas faire servir la conscience que l'on a d'un problème tel que l'apartheid pour tenter aussi peu que ce soit, d'en corriger les

effets ? Voilà le débat.

- QUESTION.- Il n'est pas donc alimenté par quelques soupçons que l'on pourrait avoir dans cet assassinat sur le régime de Prétoria ?

- LE PRESIDENT.- Les soupçons sur le régime, je les ai depuis longtemps. Quant à l'assassinat de Dulcie September, je ne peux rien affirmer, même si mon intuition m'en dit quelque chose.\

QUESTION.- Autre question internationale, est-ce que vous pensez, à l'observation de ce qui se passe depuis quelques temps, que le régime Gorbatchev puis évoluer sans secousses ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas faire une évaluation de ces chances. Je crois, tout de même, que M. Gorbatchev est un homme suffisamment solide qui a vécu toute la période précédente comme militant et comme dirigeant de l'Union soviétique, qui a été désigné comme représentant typique de ce pays, de sa doctrine et de ses façons d'être. Je ne pense pas qu'il soit à ce point déphasé - comme je lis parfois dans les journaux - par rapport à l'évolution actuelle de l'Union soviétique. C'est vrai qu'il me donne l'impression de la précéder, ce qui est toujours très audacieux de la part du numéro un d'un pays. Précéder l'opinion, c'est à la fois risqué et fort. M. Gorbatchev me donne le sentiment d'être quelqu'un capable de faire changer l'histoire, l'histoire de son pays à un moment donné. Je le répète, quelles sont ses chances, je l'ignore. Moi je le juge surtout par rapport à ses comportements sur le plan international et je dois dire que, dès nos premières rencontres - je l'ai vu quatre fois, à trois reprises nous nous sommes rencontrés pour discuter et ces discussions dépassaient (directes, deux à deux) dix heures - j'avais communiqué à mes amis et partenaires européens, ainsi qu'à M. Reagan mes impressions. Elles ont été confirmées par la suite. Cela bouge. Cela bouge beaucoup, c'est une réalité ce changement.\

PRESIDENT.- ` Suite réponse sur le changement en URSS `

- Sur le plan du désarmement, par exemple, j'ai tout à fait approuvé les initiatives de M. Gorbatchev. On me dit : "Mais il nous trompe". Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire récemment, moi je ne sais pas ce qui se passe dans l'arrière cerveau de mes partenaires. Ce qui m'intéresse, c'est la réalité.

- QUESTION.- Justement, par rapport aux incertitudes du régime, cela n'amène pas à être plus prudent sur l'appréciation des accords de désarmement ?

- LE PRESIDENT.- Les accords de désarmement, pour l'instant, ne touchent que les armements américain et soviétique et les armes nucléaires. Ils en ont les uns et les autres beaucoup trop. Dans un cas, je crois, l'Union soviétique plus de 11000 charges nucléaires, les Etats-Unis 13000, ils peuvent réduire, réduire et réduire avant que cela apparaisse comme suffisant à l'opinion universelle, car avec la moitié de ce qu'ils ont, ils peuvent détruire la terre.

- QUESTION.- Et avant que la France ne soit obligée, elle-même, d'entrer dans le jeu ?

- LE PRESIDENT.- Elle n'a pas à entrer dans le jeu quant à la réduction de ses armes, mais il est normal qu'elle entre dans le jeu par l'opinion qu'elle exprime, là où elle est, à son propre compte, c'est-à-dire le Président de la République et le gouvernement, et dans les instances auxquelles elle appartient, par exemple l'Europe ou les Nations unies. Mais elle n'est pas dans la négociation. L'armement français n'est pas en cause dans cette négociation. J'ai exprimé à la tribune des Nations unies, en 1983, les conditions qu'il faudrait remplir pour qu'un jour la France se joigne à cette négociation. Beaucoup de chemin devant être accompli par les deux super-puissances avant qu'on en arrive là. Mais ce qui pourrait être fait dès maintenant, et j'ai posé la question clairement à la dernière conférence de l'OTAN, c'est que l'on engage au plus tôt une négociation sur la réduction des armes classiques, conventionnelles. Les Soviétiques disposent là, en Europe d'une énorme supériorité, il faut qu'elle se réduise, ou bien nous aurions parlé pour rien, et, bien entendu, nous serions obligés de procéder à de nouvelles dispositions pour notre armement, afin d'être toujours en situation de sécurité.

- QUESTION.- Là-dessus, vous pensez que dans toute la classe politique française, il y a toujours consensus ?

- LE PRESIDENT.- Vous avez bien entendu s'exprimer un certain nombre de leaders d'opinions. Ils étaient hostiles à l'option zéro, hostiles à l'option double zéro, favorables au renforcement des

armes nucléaires à très courte portée, toutes thèses qui me paraissent absolument inacceptables. Il faut contribuer au désarmement. Il faut encourager les deux super-puissances à diminuer la puissance et le nombre de leurs armes. Si on ne le fait pas, ces deux grandes puissances surarmeront et alors on se retrouve repris dans la course aux armements. La France sera obligée, elle aussi de suivre à son niveau, et au bout du compte, qu'est-ce qu'on aura ? On aura des sources de conflits et un risque de guerre. Donc, le désarmement est une nécessité. MM. Reagan et Gorbatchev ont engagé ce désarmement-là, je les approuve entièrement.\